



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt quatre, le trente septembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 24 septembre 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 25

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Aliko PERENDOUKOU, Virginie VANDAELE, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 7

Agnès SIBILLE donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Christel BOUBERT donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN
Jean-Luc HEBERT donne pouvoir à Nicolas SAJOUS
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX
Philippe QUERNE donne pouvoir à Pascale GALAIS
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 30 septembre 2024

M_DL240930_158

FINANCES - VOTE D'UNE SUBVENTION COMPLEMENTAIRE 2024 AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

M. Eric LE FEVRE, Adjoint au Maire -Conformément aux dispositions du Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment de son l'article L. 123-5, le CCAS anime « une action générale de prévention et de développement social dans la commune, en liaison étroite avec les institutions publiques et privées ».

Le CCAS exerce deux types de missions :

- **des missions obligatoires** définies par la loi comme notamment l'instruction des dossiers de demande d'aide sociale ou la domiciliation des personnes sans domicile stable
- **des missions facultatives** définies en fonction des orientations de la politique de solidarité municipale et au vu de l'analyse des besoins sociaux réalisée en 2021. Ces missions et les interventions qui en découlent sont définies dans le règlement des aides facultatives du CCAS. Pour mener à bien sa mission, le CCAS peut notamment intervenir sous forme de prestations en nature ou en espèces, remboursables ou non.

Le CCAS s'adresse à tous les publics montivillons âgés de 18 et plus, avec une attention particulière sur les jeunes, les seniors et les familles monoparentales :

- Ayant besoin d'une écoute sociale et/ou d'information permettant l'accès ou le maintien des droits
- En demande d'aide et d'accompagnement dans le domaine social, de la santé, du logement ou encore du vieillissement
- en difficulté économique ou sociale passagère ou durable (ex : endettement, procédure d'expulsion...).

Depuis la crise sanitaire de 2020 qui s'est poursuivie par une crise économique mondiale, les publics en situation de fragilité sont toujours plus nombreux et le CCAS accueille aujourd'hui de nouveaux publics frappés de plein fouet par les impacts de ces crises successives, tels que des retraités modestes ou des travailleurs pauvres.

Conformément aux termes de la loi, la Ville verse au CCAS une subvention annuelle d'équilibre lui permettant de décliner la politique de solidarité communale (1 082 000 € pour 2024).

Cependant, pour anticiper les besoins de crédits supplémentaires constatés lors des précédents exercices budgétaires, il est proposé d'attribuer une subvention d'équilibre complémentaire au CCAS d'un montant de 170 000,00 €, au titre de l'exercice 2024.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,
VU le budget primitif et supplémentaire de l'exercice 2024

CONSIDÉRANT

- Que le Centre Communal d'Action Sociale met en œuvre la politique sociale de la commune en direction des habitants ;
- Que le montant de la subvention annuelle est déterminé pour assurer l'équilibre du budget du CCAS.

Sa commission municipale n°7 Administration générale réunie le 27 septembre 2024, consultée,

VU le rapport de Monsieur **Eric LE FEVRE**, Adjoint au Maire en charge des Finances, des Marchés publics et des Grands Projets ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'attribuer**, pour 2024, une subvention d'équilibre complémentaire au Centre Communal d'Action Sociale pour un montant de 170 000,00 €.

Imputation budgétaire

Exercice 2024

Budget principal

Sous-fonction et rubrique : 420

Nature et intitulé : 657362

Montant de la dépense : 170 000 euros

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

